MA RÉGION EST LÀ!







P. 16 FORMATION

P. 17 LE CREPS BÂTIMENT MODÈLE

REGION BOURGOGNE **FRANCHE** COMTE





Ma Région | avancer, partager

Le monde dans lequel nous vivons ne sera plus jamais le même. L'urgence climatique est là. Il est impérieux d'agir, d'agir vite, d'agir fort, d'agir bien et de dépasser l'abattement.

La question climatique, qui préoccupe 94 % des Français, n'a rien de consensuelle, et bouscule les intérêts de tout un système. L'adaptation aux effets du changement climatique est utile pour réduire les vulnérabilités et minimiser les impacts. Mais ça ne suffira pas. Il faut changer de trajectoire et s'atteler énergiquement à plus de sobriété.

Dans ce contexte, la Région est prête à avancer vers des politiques ambitieuses, au service de notre intérêt commun qu'est l'environnement. La Région est prête à partager ses ambitions concernant la sobriété de nos comportements, de nos modes de vie, de nos procédés, pour satisfaire nos besoins les plus essentiels. Moins gaspiller, apprendre à réutiliser, recycler, composter, et surtout réduire les inégalités. Rupture et bifurcation ne signifient ni décroissance ni désertion, mais cheminement vers un monde durablement vivable.

Les contraintes financières, l'inflation, la hausse du coût de l'énergie et des matières premières sont une réalité avec laquelle il faudra composer. Mais elles ne doivent pas masquer l'urgence; elles ne doivent pas nous empêcher d'avancer.

Marie-Guite DUFAY

PRÉSIDENTE
Région Bourgogne-Franche-Comté

CE LOGO EST LE LOGO DU FALC.

FALC veut dire Facile à Lire et à Comprendre.

Le FALC sert aux personnes qui ont des difficultés pour lire. Le FALC rend les informations accessibles. Pour la Région, c'est important de permettre à tous d'avoir des informations. L'association Droits devant 25 a aidé la Région à faire du FALC.

DEMAIN

Canicules, sécheresses, inondations, intempéries... Les effets du dérèglement climatique se font de plus en plus forts. Pour faire face à l'urgence, chacun doit agir à son niveau. En région Bourgogne-Franche-Comté, le travail a commencé il y a plusieurs années.

Il va encore s'accélérer



Pour aider les agriculteurs à mieux maîtriser leurs émissions de gaz à effet de serre, la Région propose des audits bas-carbone.

« Les agriculteurs doivent changer leurs pratiques, utiliser moins d'intrants ». Christian Morel, vice-président de la Région en charge de l'agriculture, est bien placé pour en parler. Agriculteur dans la vie, il supervise pour la Région le dispositif « audit bas-carbone » proposé depuis 2021. Il s'agit d'engager les agriculteurs des filières élevage, viticulture et grandes cultures dans une démarche de limitation des émissions de gaz à effet de serre et de leur empreinte carbone : « à l'issue de chaque audit, des conseils simples qui reposent souvent sur le bon sens, sont donnés aux agriculteurs, appuie Christian Morel; on peut leur proposer de mieux utiliser le fumier pour qu'il devienne un engrais et non un déchet; on peut aussi

conseiller de limiter les heures de tracteurs, de s'engager sur de la vente directe, de simplifier l'agriculture en revenant à la culture de l'herbe. On intervient également sur les projets de construction en proposant des ossatures bois... ».

La mayonnaise a pris

Près de 200 exploitations ont déjà bénéficié du dispositif: « On a eu du mal à démarrer, mais ça y est, c'est parti. Les agriculteurs sont plus sensibles aussi à cause de la forte augmentation des prix des intrants. » 19 organismes régionaux sont habilités pour réaliser les audits. L'objectif est d'arriver à 550 exploitations agricoles auditées d'ici la fin 2023 ■



ont déjà bénéficié des conseils bas-carbone de la Région.

DE L'EAU... ET DU VIN

Le monde du vin est inquiet. Partout où le raisin pousse, le constat est identique : le développement de la vigne est de plus en plus précoce, la rendant plus vulnérable aux gelées tardives. On vendange désormais en août des vins plus chargés en alcool, donc moins frais. Faut-il alors s'inquiéter et craindre la mort de la vigne dans notre région à long terme ? « C'est impensable!» rassure François Guillaume, directeur de la stratégie des pépinières

Guillaume, installées à Charcenne, en Haute-Saône; « mais l'homme va devoir s'adapter, poursuit le technicien. Notamment en renouvelant les cépages, pour aller vers des variétés plus résistantes à la sécheresse ». Certains Bourguignons testent des plantations d'artaban et de vidoc (vins rouges) et de Florial et de Voltice (vins blancs). Assemblés avec du pinot noir ou du chardonnay, ils ne dénatureraient pas les vins. Ouf!



- ► La Région propose des conseils aux agriculteurs pour les aider à changer de modèle.
- Les vignes souffrent de la sécheresse : des vignerons testent des raisins qui résistent à la chaleur.



ÉNERGIE

Le pivot des politiques publiques

Jamais dans l'histoire de l'humanité on aura autant parlé de l'importance de la maîtrise de l'énergie. Elle guide pratiquement toutes les politiques publiques. La Région en a fait sa priorité absolue.

Entretien croisé entre Pierre-François Bernard, maire des Premiers-Sapins (Doubs) et Stéphanie Modde, vice-présidente de la Région en charge de la transition écologique.

Stéphanie MODDE

Pierre-François Bernard, vous êtes maire de la commune des Premiers-Sapins (1 600 habitants). Une commune particulièrement engagée dans la transition énergétique : quelles sont les réalisations marquantes sur votre territoire?

Pierre-François Bernard: C'est une commune nouvelle, née en 2016 du regroupement de six communes. On a mis l'accompagnement de la transition dans notre projet politique. On a construit une mairie en 2018, un bâtiment à énergie positive avec panneaux photovoltaïques. On l'a imaginée comme un lieu de décloisonnement avec une microcrèche, une médiathèque et d'autres services aux publics. Les habitants se sont approprié les lieux. Y compris l'été, puisque c'est un bâtiment qui reste frais naturellement, sans climatisation. On a également créé un réseau de chaleur, avec une chaudière bois plaquettes. Il alimente la nouvelle mairie, la salle des fêtes, l'école et deux bâtiments communaux.

Pierre-François BERNARD

Les Premiers Sapins, c'est un exemple à suivre et duplicable sur d'autres territoires ?

Stéphanie Modde: Bien sûr. C'est exemplaire. C'est intéressant d'avoir réfléchi dès le départ à un projet global. Économies d'énergie l'hiver, confort d'utilisation l'été: ça a forcément un effet levier chez les habitants. Ça demande évidemment de l'ingénierie, mais la Région est justement là pour ça, pour accompagner les collectivités, les particuliers... Ça demande évidemment de l'ingénierie, mais la Région est justement là pour ça, pour accompagner les collectivités, les particuliers, par le biais du Pôle Énergie que nous finançons.

Stéphanie MODDE

Comment une commune de 1500 habitants peut-elle financer de tels projets ?

P-F B.: Ce sont des projets longs qui sont aidés. Nous avons réuni tout le monde dès le début du projet :

l'État, la Région, le Département, l'ADEME, notre syndicat d'électrification... La construction de la mairie a coûté 1,4 million d'euros et la commune a bénéficié de 68 % de financements. Le réseau de chaleur a obtenu près de 80 % de financements.



Pierre-François BERNARD

La Région a cette capacité à débloquer des moyens importants pour aider les collectivités, les associations et même les particuliers. Quelles sont les différentes aides mobilisables?

S.M.: Pour une collectivité, on peut aller jusqu'à 40 % en rénovation. Pour un particulier, tout dépend de sa situation : les personnes aux revenus plus faibles bénéficieront d'une prise en charge quasi complète des travaux ; sans oublier les conseils techniques, indispensables pour atteindre une rénovation performante. L'enjeu est important, le logement est avec les transports les thématiques sur lesquelles on peut le plus agir pour faire baisser les émissions de gaz à effet de serre, et redonner du pouvoir d'achat aux ménages.

Stéphanie MODDE

D'autres projets ou d'autres rêves en tête pour engager encore un peu plus les Premiers Sapins dans la transition énergétique ?

P-F B.: En se regroupant à six communes, on se retrouve avec six anciennes mairies, six salles des fêtes... On a plus de 30 bâtiments locatifs et se pose la question de la rénovation de ces logements. Il y a aussi des vieilles fermes qui pourraient être transformées en logements collectifs et je pense qu'on a un vrai enjeu de mise en place et d'appui d'une filière d'artisans pour la rénovation de ces bâtis, ce qui permettra par ailleurs de répondre aux objectifs de la zéro artificialisation des sols.

Pierre-François BERNARD

La rénovation énergétique des bâtiments est un sujet central. Quels sont les autres grands défis de la Région en matière de transition énergétique ?

S.M.: On doit d'abord travailler sur la sobriété énergétique : il faut vraiment qu'on arrive à moins consommer d'énergie. Et puis il y a l'enjeu de l'accélération des énergies renouvelables. C'est indispensable pour avancer sur le mix énergétique. C'est aussi le moyen de relocaliser l'énergie sur les territoires en fonction de leur potentiel : le bois-énergie associé à des réseaux de chaleur, le photovoltaïque sur des rénovations de bâtiments à chaque fois que cela est possible et sur des ombrières (parkings). Et il y a l'éolien bien sûr : beaucoup de projets en cours par les SEM Énergie que nous accompagnons financièrement, projets menés à chaque fois en grande concertation avec les acteurs des territoires. On est aussi engagé sur des projets de petite méthanisation avec les agriculteurs. Ce sont toutes ces briques qui font la transition énergétique et qui appellent de vraies ruptures pour un avenir meilleur





une Region attentive — aux besoins des territoires

Depuis plus d'un an, la Région applique la politique de différenciation territoriale, dont le fer de lance est d'épouser au mieux les dynamiques propres à chacun des territoires. Un grand objectif régit désormais la collectivité : donner plus à ceux qui ont moins.

Pour répondre aux besoins de chaque ville, communauté et département de Bourgogne-Franche-Comté, la Région a collaboré avec l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), avec pour outil principal l'« indice de fragilité ». Cet indice prend en compte les évolutions de la population et de l'emploi, la mortalité, le niveau d'éducation, l'accessibilité aux services, le revenu disponible et le potentiel financier des différents territoires régionaux. Les éléments récoltés ont permis ensuite de déterminer quelle stratégie adopter selon les localisations étudiées.

Trois grands piliers pour soutenir tous les territoires

Au total, 260 millions d'euros d'aides publiques ont été mobilisés pour aider les territoires de Bourgogne-Franche-Comté, divisés en trois grands axes. Premier pilier, le dispositif « centralités rurales en région », qui vise à revitaliser 128 petites villes et centres bourgs. La Région apporte une aide financière pour rénover les espaces publics, créer de nouveaux logements ou reconvertir d'anciennes friches en magasins, par exemple, afin de redynamiser ces territoires et de stimuler leur attractivité. Second pilier, les contrats « territoires en action ». À l'horizon 2026, la Région consacrera 200 millions d'euros aux 35 territoires régionaux : cet apport financier permet d'accompagner les communes dans leur adaptation aux changements climatiques et à développer leurs services à la population. Enfin, le troisième et dernier pilier concerne les plus grandes villes et a pour but de soutenir l'innovation en matière d'emploi, d'aider à la transition écologique et de financer l'enseignement et la recherche en métropole



► La Région va donner 200 millions d'euros aux communes pour accompagner les territoires et lutter contre le réchauffement climatique.



La commune de Bletterans, dans le Jura, a bénéficié du dispositif « Bourg centre » et a obtenu une aide de 750 000 euros pour rénover son centre-ville. Retour d'expérience avec Stéphane Lamberger, le maire de Bletterans.

De quelle façon avez-vous sollicité le programme « Bourg centre »?

Nous avons d'abord répondu à un appel à projet de la Région, qui nous a permis de définir un plan d'action sur du moyen et du long terme, avec différents objectifs. Nous avons ensuite engagé les travaux en mars 2020, juste après le Covid. Ces travaux ont touché à leur fin en mai 2022. L'enveloppe globale de 750 000 € nous a permis d'abonder un certain nombre d'actions programmées via un plan de financement régional.

l'ensemble de la rue Louis XIV Le Grand et nous avons créé des « zones apaisées ». En effet, auparavant, les trottoirs étaient partagés entre les véhicules et les piétons et cela générait beaucoup de conflits. Le financement a donc permis de refaire l'ensemble de la rue. On a aussi redonné vie à la place du Colombier, qui servait de parking poids lourds, en créant un parc et un espace de jeux pour enfants... Nous sommes heureux d'avoir rendu la place aux citoyens! Les anciennes habitations vétustes du centre-ville ont également été rénovées, pour prouver aux familles qu'elles pouvaient revenir vivre dans le centre ancien.

Quelles ont été vos priorités en termes de travaux?



Quels grands changements avez-vous pu relever au quotidien?

Des familles se sont installées dans les nouveaux logements du centre-ville. Des commerces flambant neufs s'implantent aussi à Bletterans! Avant 2020, on avait de plus en plus d'emplacements commerciaux vacants en ville. Quatre ans plus tard, on recherche des emplacements supplémentaires! Les citoyens veulent à nouveau vivre ici

et s'approprient les espaces que l'on a créés. Mais cette dynamique n'est qu'une étape : nous devons continuer sur notre lancée et poursuivre nos projets et nos actions **■**

NOUS SOUHAITONS AIDER LES 128 PETITES COMMUNES **DE NOTRE RÉCION CAR**

FLLES CONTRIBUENT À LA RESPIRATION DU TERRITOIRE BOURGUIGNON-FRANC-COMTOIS. CE SONT DES PÔLES DE SERVICES ESSENTIELS DANS NOTRE RÉGION. ET NOUS VOULONS AIDER CES PETITES VILLES POUR AMÉNAGER AU MIEUX TOUT NOTRE TERRITOIRE.

Éric HOULLEY

Vice-président en charge de la cohésion territoriale



- ▶ Le maire de Bletterans a amélioré des bâtiments avec l'aide de la Région.
- ► Depuis les travaux, de nouvelles familles habitent à Bletterans.
- ▶ De nouveaux magasins s'installent à Bletterans.



La Région est gestionnaire du réseau trains régionaux depuis 2002 et des lignes d'autocars interurbains depuis 2017 sous la marque régionale de mobilités, Mobigo. Rendre les services de transport Mobigo accessibles au plus grand nombre grâce à une gamme tarifaire adaptée au besoin de chacun, privilégier une mobilité plus écologique : les trains et les cars sont un enjeu majeur pour la vie quotidienne des Bourguignons-Francs-Comtois.

<mark>SE DÉP</mark>LACER DOIT RESTER UNE LIBERTÉ,

UN MOYEN POUR ALLER TRAVAILLER. ÇA NE DOIT PAS ÊTRE UNE CONTRAINTE.

Michel NEUGNOT

Vice-président en charge des mobilités Depuis 2019, ce sont 10 000 places supplémentaires par jour qui sont offertes aux voyageurs dans nos trains régionaux avec un matériel régulièrement renouvelé et plus décarboné. 587 circulations quotidiennes sur 17 lignes ferroviaires avec 200 gares et haltes ferroviaires permettent à plus de 60 000 voyageurs par jour de parcourir une distance moyenne de 40 km.

Des tarifs TER adaptés aux profils des usagers

Les jeunes de 14 à 26 ans bénéficient d'une réduction automatique de 50 %.

Voyager en famille est abordable avec la gratuité pour les moins de 4 ans et un tarif unique à 2 € pour les enfants de 5 à 14 ans, quelle que soit la distance.

La carte annuelle 26+ permet à son titulaire et à un accompagnateur de

bénéficier de 30 % à 60 % de réduction sur l'ensemble des trajets.

Les jeunes en démarche d'insertion, les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) bénéficient d'une tarification solidaire, avec une réduction de 75 % du prix du billet.

Ainsi la Région dispose de tarifs avantageux allant de $5 \in \grave{a}$ 36 \in avec une tarification adaptée \grave{a} chaque voyageur.

Voyager en car, une option pratique et économique en complément du train

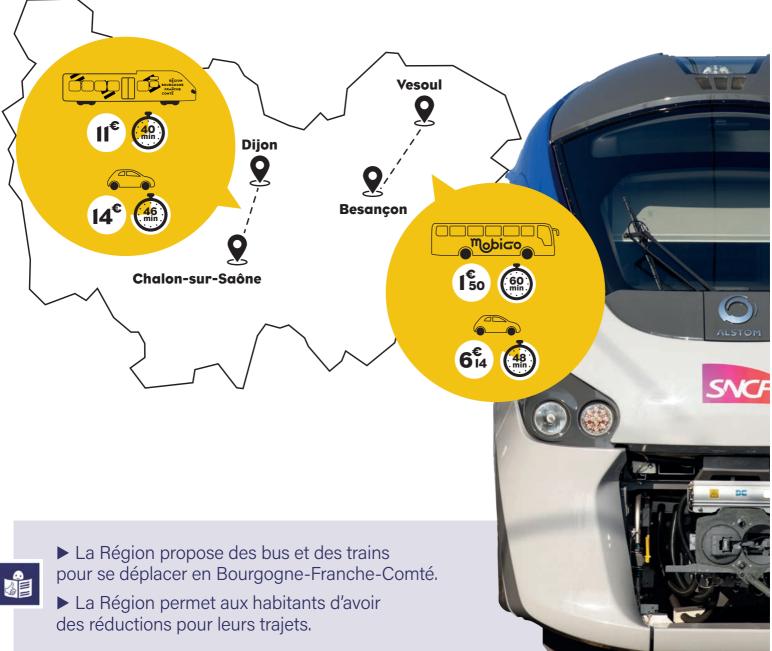
Avec, depuis 2019, un tarif unique à 1,50 € pour un trajet et la gratuité pour les enfants de moins de 4 ans, le réseau de cars Mobigo complète le réseau ferroviaire

Les transports à la demande (TAD), qui sont des véhicules de 7 à 8 places destinés aux personnes à mobilité réduite, viennent compléter les offres de transports régulières.

La Région propose sur tous ses circuits des cars récents répondant aux normes écologiques les plus exigeantes ■



Train, bus, voiture: quel trajet sera le plus économique?







EN 2035, il ne sera plus possible d'acheter un véhicule neuf à moteur essence ou diesel en Europe. Les constructeurs et les soustraitants automobiles doivent s'adapter. Vite. Trop vite pour certains. L'État et la Région ont choisi de tout faire pour aider la filière à passer le cap.

CE PLAN
DE SAUVEGARDE
DE NOTRE FILIÈRE
AUTOMOBILE, C'EST
MA PRÉOCCUPATION
PREMIÈRE. JE NE VAIS
PAS VOUS DIRE QUE
JE N'AI PAS D'AUTRES
SOUCIS, MAIS LÀ,
ON PARLE DE L'AVENIR

Marie-Guite DUFAY

DE 45 000 SALARIÉS.

Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté Ancrée historiquement dans la région, la filière automobile emploie près de 45000 salariés dans plus de 350 entreprises en Bourgogne-Franche-Comté. Le secteur fait face depuis plusieurs années à un double enjeu de compétitivité et de mutations. Les volumes de production et d'achat de véhicules ont fortement chuté et l'Europe a décidé une transition rapide vers la propulsion électrique qui bouleverse encore un peu plus la filière : les entreprises doivent changer de technologie, augmenter leurs gains de productivité et transformer leur outil industriel, notamment en accentuant la digitalisation des véhicules et des processus de production.

La création d'une Force d'intervention mutations automobile (FIMA)

«On peut parler de révolution » résume Fabien Sudry. Le préfet de Région et la Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté travaillent depuis près d'un an à la mise en place d'un plan automobile État-Région visant à anticiper ces mutations. Présenté en mars 2022 à Sirod (39), le plan est organisé autour de plusieurs dispositifs. Une Force d'intervention mutations automobile (FIMA) a notamment été créée associant les services de l'État et de la Région « Ce sont une quinzaine d'agents spécialisés qui ont d'ores et déjà intégré cette FIMA, précise Nicolas Soret, vice-président de la Région en charge de l'économie. Dans un délai de 18 mois maximum, ils sont chargés de rencontrer l'ensemble des acteurs de la filière. L'objectif est de s'assurer que chaque sous-traitant dispose d'un plan stratégique, visant notamment à s'appuyer sur ses savoir-faire pour se diversifier, et de l'accompagner en lui proposant les outils adaptés à sa situation.»

La FIMA a déjà rencontré plus de 60 soustraitants, pour lesquels des plans d'actions sont déjà engagés ■

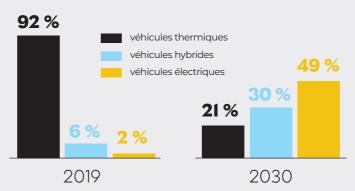


CHARGÉS DE S'ENTRETENIR INDIVIDUELLEMENT AVEC LES 350 SOUS-TRAITANTS AUTOMOBILES.

5,1%
La filière automobile

emploie 45 000 salariés (auxquels il faut ajouter

9300 intérimaires). C'est 5,1 % de l'emploi salarié régional, **près du tiers de l'emploi industriel.** Scénario pour l'adoption du véhicule électrique en 2030 :





2000 pièces différentes SUR UN VÉHICULE THERMIQUE



200 pièces différentes SUR UN VÉHICULE ÉLECTRIQUE



En 2035, il ne sera plus possible d'acheter un moteur thermique neuf en Europe.

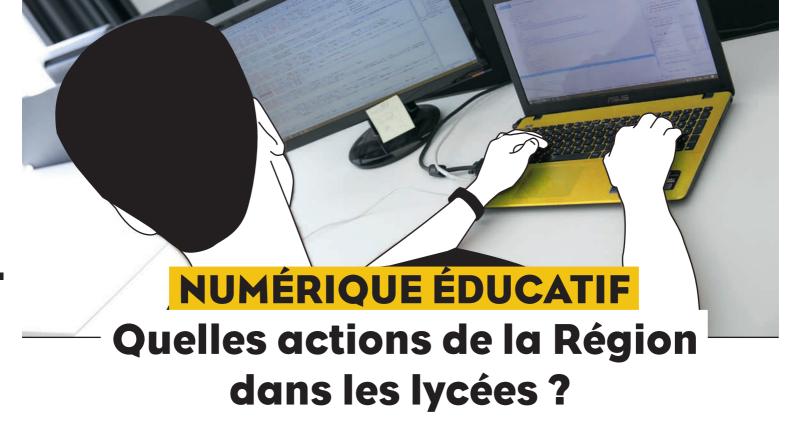


Parallèlement au plan automobile
Etat-Région, l'Agence Nationale
de Cohésion des Territoires et la Banque
des territoires ont choisi d'injecter
2 millions d'euros sur le dispositif
« choc industriel » : l'objectif est
d'accompagner les transitions
industrielles de territoires
particulièrement impactés
par la crise de la filière automobile.



Les constructeurs automobiles sont en difficulté

- ▶ Ils doivent changer de métier :
 Ils avaient l'habitude de construire des moteurs à essence ou diesel.
- ► Maintenant ils doivent construire des moteurs électriques.
- ► La Région et l'État aident les constructeurs automobiles.



Depuis plusieurs années, la Région mène une politique globale de développement des outils numériques aux côtés des lycées. Son ambition : accroître les usages éducatifs du numérique dans les établissements, tout en s'adaptant à ses évolutions.

ON PREND LE VIRAGE DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE.

INTERNET EST UNE RESSOURCE PÉDAGOGIQUE À PART ENTIÈRE. SI L'ON VEUT RESTER COHÉRENT ET QUE NOS MÉTIERS SOIENT ADAPTÉS AUX MÉTIERS DE DEMAIN, NOUS DEVONS INVESTIR DANS LE NUMÉRIQUE.

Océane CHARRET-GODARD

Vice-présidente en charge des lycées

Depuis l'entrée en vigueur de la loi Peillon, la maintenance des équipements informatiques des lycées est confiée à la Région. La collectivité assure l'exploitation, l'administration et la gestion courante des équipements des lycées.

Amir, une maintenance informatique assurée par la Région

Une équipe de 63 agents assure au plus près du terrain la maintenance informatique des lycées. Quatre administrateurs complètent l'équipe et sont responsables de la modernisation des infrastructures informatiques. Ce dispositif est le fruit d'une collaboration avec les équipes des lycées et les services des rectorats.

Ordil, un dispositif de prêt d'ordinateurs portables aux lycéens

La Région veille à ce que les établissements soient équipés au mieux, en ce qui concerne les ordinateurs, les serveurs et autres équipements actifs. Le parc informatique des lycées est constitué de plus de 40 000 ordinateurs et la collectivité s'assure de leur bon renouvellement. Pour lutter contre la fracture numérique, 6000 ordinateurs portables sont prêtés aux élèves dans le besoin. Ce dispositif est financièrement soutenu par l'Union européenne et s'ouvre cette année aux BTS



Éclat BFC, un espace numérique de travail 100 % Région

La Bourgogne-Franche-Comté est la première région académique en France à déployer un espace numérique de travail (ENT) unique pour l'ensemble des écoles, collèges et lycées afin d'assurer un continuum pédagogique allant du premier au second degré. Depuis 2019, l'ENT ÉCLAT-BFC s'adresse à tous les acteurs de la communauté éducative. 257 000 élèves, enseignants et parents, disposent aujourd'hui d'un compte utilisateur.



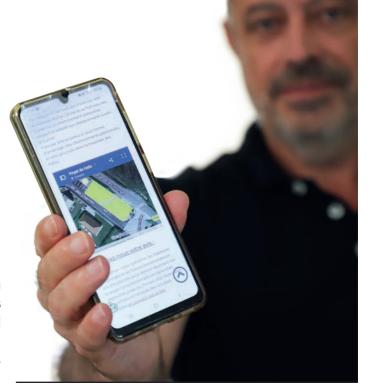
- La Région donne des ordinateurs et internet aux lycées.
- ► La Région prête des ordinateurs portables aux élèves qui en ont besoin.

INNOVATION

À Granges, le numérique pour créer du lien social

Faciliter le quotidien des habitants, donner une impulsion nouvelle aux petites villes rurales par le biais d'outils numériques innovants : tels sont les objectifs de l'appel à projets « territoires intelligents ».

Rencontre avec Pascual Antonio, maire de Cranges, ville de 500 habitants bénéficiaire du programme.



Que souhaitez-vous mettre en grâce à l'accompagnement de la Région ?

Pascual Antonio: Nous sommes en train de créer deux choses: des casiers connectés, qui se tiendront dans la future halle marchande de Granges et un atlas de la biodiversité. L'atlas sera collaboratif et numérique: les habitants sont invités à le compléter selon leurs trouvailles, qu'elles soient animales ou végétales. L'aide de la Région va nous permettre de créer un site internet. Cet atlas nous aide à compléter les informations que nous détenons déjà sur les zones protégées, les cours d'eau et les zones naturelles sensibles autour de nous. Grâce à ces nouvelles données, on veut être certains de bien mesurer l'impact

LE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE EST UN ENJEU MAJEUR POUR L'ATTRACTIVITÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ DES

TERRITOIRES. LES BESOINS ET LES ATTENTES SONT IMMENSES! LES CITOYENS DE TOUT ÂGE, LES ACTEURS ÉCONOMIQUES, LES ACTEURS SOCIAUX ET LES COLLECTIVITÉS ONT DE PLUS EN PLUS BESOIN D'INTERNET EN TRÈS HAUT DÉBIT

Patrick MOLINOZ

Vice-président en charge des transitions numériques de nos futurs projets sur l'environnement. Nous sommes la deuxième mairie de Saône-et-Loire à créer ce type d'atlas.

Quel est l'intérêt d'implanter des casiers connectés à Granges ?

P. A.: Nous allons implanter ces casiers dans une halle marchande pour créer un nouveau lieu de vie dans le village. Il n'y a pas de commerce à Granges, mais seulement un bistrot et une crèche : la halle marchande sera donc à proximité de la crèche afin de centraliser les services. L'idée est d'offrir un lieu de vente direct aux producteurs de circuits courts : ils sont une dizaine au total à avoir accepté de participer à ce système de dépose de produits frais. Et il sera très utile, car le supermarché le plus proche est à 6 kilomètres d'ici! Nous avons fait passer un questionnaire aux habitants et ils ont été séduits par l'idée de passer chercher leur panier de victuailles avant de rentrer à la maison le soir. Maintenant, on se pose encore certaines questions logistiques : à quel moment remplira-t-on ces casiers? Faudra-t-il organiser des commandes? Mais nous y travaillons pour que tout soit prêt l'an prochain!

Comment imaginez-vous le futur à Granges, avec cette nouvelle halle marchande?

P. A. : Nous avons vraiment envie qu'elle devienne un lieu de vie. Grâce aux casiers connectés, les gens vont se croiser dans un lieu agréable et ombragé. Il y aura même de quoi s'asseoir! Nous avons vraiment cette volonté de créer plus de lien social dans la commune de Granges



Rcube THD, le réseau très haut débit pour les zones rurales

En attendant l'arrivée de la fibre optique en zone rurale, la Région déploie une technologie alternative : le très haut débit radio.

Rcube THD, c'est:

- → 1200 kilomètres de fibre optique
- **→ 1300 commune**s couvertes dans six départements de Bourgogne-Franche-Comté
- **→ 2800 foyers** et

200 professionnels abonnés aux services de très haut débit

- **→ 15 fournisseurs** d'accès
- → Les frais d'installation offerts par la Région



- ► Grâce à la Région, le maire de Granges va installer des casiers en libre-service pour ses habitants.
- ➤ Ces casiers seront remplis de légumes frais par des agriculteurs.



Rencontre avec Silem et Uriel, demandeurs d'emploi et stagiaires en électricité au Greta 89. Pour répondre aux besoins des demandeurs d'emploi, la Région propose des formations dans le domaine du BTP et cible tout particulièrement les diplômes liés à la transition énergétique et écologique. Silem Moussa et Uriel Mercy ont suivi une de ces formations avec un module photovoltaïque au centre Creta 89. Ils témoignent.

LA RÉGION S'ATTACHE À DIVERSIFIER AU MAXIMUM SON OFFRE DE FORMATIONS, POUR S'ADAPTER AUX RÉALITÉS **DE L'EMPLOI LOCAL.** LES MÉTIERS DE L'INDUSTRIE SONT TRÈS DEMANDÉS. MAIS NOUS **VOULONS AUSSI POUVOIR** RÉPONDRE AUX BESOINS D'AVENIR. NOTAMMENT DANS LES DOMAINES DU NUMÉRIOUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.

Isabelle LIRON

Vice-présidente en charge de la formation professionnelle



- ▶ La Région paie des formations dans le domaine du bâtiment et de l'énergie.
- Ces formations permettent de trouver facilement un emploi.
- ► Pour trouver une formation: https:// bourgogne-franchecomte.cleor.org

Uriel et Silem ont 38 ans et 21 ans. Leur point commun: avoir suivi une formation dans le BTP au centre de formation Greta 89, situé à Auxerre. Tous deux ont des chemins de vie bien différents. « Je me suis inscrit à la formation BTP pour acquérir de nouvelles compétences et créer mon entreprise », confie Uriel. Par le passé, cet Auxerrois d'adoption travaillait déjà dans le secteur du bâtiment, pour un fabricant de pompe à chaleur et de chauffage.

« La formation m'a permis de réviser mes bases dans le secteur de la domotique : il s'agit d'utiliser l'électronique pour automatiser les habitations », détaille-t-il. Autre atout de la formation en électricité au Greta 89 : l'obtention du label QualiPV. « Ce label certifie la qualité des compétences des installateurs dans le photovoltaïque. C'est très intéressant de l'obtenir, car le photovoltaïque est une énergie d'avenir. ».



Bon à savoir pour les demandeurs d'emploi!

- → Les stagiaires peuvent suivre une formation à n'importe quel moment de l'année.
- → Le programme des compétences à suivre est adapté selon le profil de chaque élève.
- → Chaque bloc de compétence est suivi d'une période d'application en entreprise.
- → Il est possible de valider, via ces formations et les parcours en blocs de compétences, des titres professionnels, diplômes et certificats.

Retour sur les bancs de l'école

« Pour ma part, j'ai suivi un bac pro électrotechnique jusqu'à la classe de première. Je me suis réorienté, pour finalement suivre la formation en électricité du Greta », explique Silem, un jeune homme de 21 ans. « Tout au long de la formation, j'ai été rémunéré par la Région. C'était génial de pouvoir acquérir toutes ces nouvelles compétences sans rien payer de ma poche... Ça m'a beaucoup aidé ». Cette formation lui a permis de trouver un emploi d'électricien intérimaire. « On est en train de rénover l'électricité d'une école primaire à Saint-Siméon », glisse Silem. « Cette formation a été une vraie chance pour moi, car je n'avais pas mon bac. J'ai eu mon tout premier diplôme grâce à cette formation » Et concernant l'avenir, comment se projettet-il? « Je souhaite devenir indépendant et autonome sur un chantier. Pour l'instant, je me concentre à fond dans le domaine du bâtiment. Ensuite, on verra. »■

www.formation-jaimaplace.org - Tél. 09 71 04 73 78 Simulateur de rémunération : https://www.bourgognefranchecomte.fr/ simuler-ma-remuneration



Le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) de Bourgogne-Franche-Comté, à Dijon, s'apprête à subir un profond lifting.

Le CREPS, véritable maison des sportifs, accueille à longueur d'année des stagiaires en formation d'entraîneurs et des athlètes de haut niveau en préparation. À 80 ans tout juste, l'établissement situé à deux pas de la piscine olympique, de l'Université et du CHU s'apprête à devenir une référence à tous points de vue. Le 5 juillet dernier, Marie-Guite Dufay, Présidente de Région, a officiellement sifflé le coup d'envoi des travaux de modernisation, dans des conditions spectaculaires et inédites puisque le parchemin inaugural est arrivé par les airs, « livré » par l'équipe de France de voile contact, championne du monde

Pascal Bonnetain, directeur de l'établissement, se réjouit d'avance. « Dès 2023, nous serons en mesure d'accueillir dans des conditions idéales deux délégations sportives internationales par semaine grâce au label 'Centre de préparation aux Jeux Olympiques' pour plus de dix disciplines, dont deux paralympiques. ».

LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ EST **UNE TERRE DE JEUX.**

IL FALLAIT QUE L'ON RÉPONDE À CETTE AMBITION AVEC UN SITE LE PLUS PERFORMANT POSSIBLE POUR ACCUEILLIR LES SPORTIFS DE TOUTES LES DISCIPLINES QUI VIENDRONT DU MONDE ENTIER. LE CREPS SERA UN ATOUT FORMIDABLE.

Willy BOURGEOIS

Vice-président de la Région Bourgogne-Franche-Comté en charge des sports

Haute performance thermique et accessibilité

En plus de la construction d'un bâtiment de 1345 m², qui intégrera des espaces médicaux, une zone dédiée à l'entraînement et à la récupération avec des équipements top niveau (cryothérapie, thermo-room, hypoxie, sauna, hammam...) à haute performance thermique, le projet inclut la rénovation des chambres (160 lits) et la mise en accessibilité pour les sportives et sportifs en situation de

handicap. « C'est capital. Personne ne peut s'abstraire des efforts qui s'imposent aujourd'hui à tous en matière de transition énergétique et d'inclusion. La Région défend tout au long de l'année un sport pratiqué par toutes et tous, partout sur le territoire, à tous les âges. Pour ce public-là, le CREPS doit servir de phare, il doit être un symbole » a insisté Marie-Guite Dufay.



C'est la part de financement de la Région dans le coût global de l'opération (13 M€).

À quelques mois de la grande échéance des Jeux Olympiques Paris 2024, tous les détails seront soignés pour que les sportifs récupèrent, mangent et dorment parfaitement dans un lieu exemplaire en termes d'économies énergétiques. Le CREPS, propriété de la Région depuis le 1er janvier 2016 en vertu de la loi NOTRe, restera plus que jamais « un lieu où on fabrique de l'excellence!» ■





- ► Un nouveau bâtiment sera construit au CREPS.
- ▶ Le CREPS est un centre pour sportifs, à Dijon.
- ▶ Des travaux sont aussi effectués pour l'accessibilité.
- On va faire des grosses économies d'énergie.



TOURISME La Région soutient — les projets de — tourisme durable

La crise sanitaire ayant fortement impacté le tourisme, la Région poursuit son implication dans ce domaine afin de favoriser l'émergence de projets d'investissement, en tenant compte des enjeux sociaux et environnementaux. Elle construit ainsi une offre plus durable et pleinement respectueuse de nos atouts en matière de cadre de vie.

De multiples dispositifs sont déployés pour apporter des aides financières aux collectivités et aux acteurs privés tels que l'appel à projet sur le tourisme et le patrimoine, les grands projets structurants, les hébergements touristiques, les centres de vacances, les sites touristiques, l'itinérance, la formation des professionnels du tourisme et des demandeurs d'emploi, ainsi que la restauration du château de Châteauneuf-en-Auxois, dont la Région est propriétaire. Les projets doivent répondre à un objectif de développement durable, en prenant en compte l'impact environnemental

de l'activité sur l'espace naturel et les résultats économiques et sociaux pour le territoire concerné.

Pour aller plus loin, la Région élabore actuellement son nouveau Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs (SRDTL) en concertation avec les Départements, les agglomérations et les professionnels du secteur. L'un des axes majeurs sera celui du tourisme durable.

Pour illustrer ces thématiques, retrouvez dans le visuel ci-contre une sélection de sites touristiques ou culturels ayant récemment bénéficié d'une aide au tourisme régional

LE DÉVELOPPEMENT DU
TOURISME DANS NOTRE RÉGION
NE SE FERA PAS « COÛTE
QUE COÛTE » ; LES PROJETS
CO-FINANCÉS PAR LE CONSEIL
RÉGIONAL ONT TOUS
UN CHAPEAU COMMUN :
ILS RESPECTENT LA NATURE,
NOTRE ENVIRONNEMENT,
ET PARTICIPENT AU

DÉVELOPPEMENT D'UN TOURISME PLUS DURABLE POUR NOTRE RÉGION.

Patrick AYACHE

Vice-président en charge du tourisme, de l'attractivité de la Région et de la promotion des territoires



Visitez notre Insta

regionbourgognefranchecomte



► Le tourisme en Bourgogne-Franche-Comté est mis en valeur par la Région.





Ma Région C'EST ACTÉ!

Aides aux entreprises, aux associations, aux collectivités... Les élus régionaux votent régulièrement des aides pour améliorer votre quotidien! Zoom sur quelques projets emblématiques, au plus près de chez vous!



Restauration de l'Abbaye Saint-**Germain d'Auxerre**

Yonne (89)

Plus d'un million d'euros ont été attribués à la Ville d'Auxerre pour la restauration de l'abbaye Saint-Germain, classée au titre des monuments historiques depuis 1971. Aujourd'hui, l'abbaye accueille le musée d'art et d'histoire et propose régulièrement des expositions temporaires. La subvention concerne les travaux de restauration du cloître et des couvertures de l'abbatiale. Ce projet est soutenu dans le cadre du Plan d'accélération de l'investissement régional.



8,4 millions d'euros ont été investis pour améliorer le quotidien des lycéens: nouvelles salles de classe. CDI, théâtre, cafétéria et salle informatique dans des bâtiments aux performances thermiques et acoustiques optimisées.



Une résidence étudiante économe en énergie au Creusot

Saône-et-Loire (71)

900000 euros, c'est la contribution de la Région pour la création de 100 logements étudiants dans le cadre du contrat de développement métropolitain. Ouverte depuis la rentrée 2021. cette résidence étudiante est labellisée « Effinergie+ », c'est-à-dire qu'elle atteint une performance énergétique améliorée de 20 % par rapport à la réglementation thermique. Le programme s'inscrit dans la démarche de « région à énergie positive d'ici 2050 ».



Semur-en-Auxois Dijon CÔTE-D'OR

SAÔNE-ET-LOIRE

Le Creusot

Mâcon

Lons-le-Saunier

La ligne ferroviaire Nevers-Chagny × Nièvre (58)

Plus de 16 millions d'euros pour financer les travaux de régénération de la Voie Ferrée Centre Europe Atlantique. Il s'agit de moderniser progressivement la ligne Nevers (58) - Chagny (71) sur 163 km. Une partie des travaux se déroulera en 2023.



Une chaufferie biomasse pour l'IME de Membrey

Haute-Saône (70)

La Région consacre près de 300000 euros à la construction d'une chaufferie 100 % bois énergie et d'un réseau de chaleur permettant de distribuer un chauffage écologique de qualité aux 9 bâtiments de l'IME PRO de Membrey. Porté par l'entreprise privée, publique et citoyenne FORESTENER, ce projet implique les acteurs locaux, la Fruitière à énergies et l'acteur national Énergie Partagée Investissement. Il s'agit du premier projet de chaleur renouvelable citoyenne en Bourgogne-Franche-Comté.

HAUTE-SAÔNE

DOUBS

Métabiet

Vesoul

Besançon

Membrev

JURA



Centenaire du Territoire de Belfort

Territoire de Belfort (90)

Le Territoire de Belfort a 100 ans! (Re)découvrez l'histoire singulière du département le plus jeune de France. De nombreux événements et festivités sont organisés sur tout le territoire pendant toute l'année 2022 et soutenus par la Région à hauteur de 100000 euros. Toutes les infos sur www.centenaire90.fr

> Consultez toutes les décisions de votre Région ici





La « Forêt des contrebandiers » à Métabief

Doubs (25)

Pour la création d'une nouvelle activité ludique accessible été comme hiver. S'appuyant sur l'histoire du territoire de Métabief « La forêt des contrebandiers » mêle accrobranche et chasse au trésor pour toucher le jeune public mais aussi les aînés. Les familles peuvent ainsi évoluer facilement d'arbre en arbre grâce à une passerelle en bois accessible aux poussettes, profiter des jeux en bois XXL accessibles à tous ou encore traverser la mer de filets. accessible dès cet hiver, pour aller d'un espace à un autre. Pour coller au plus près de l'histoire, l'entreprise construit également un élément reprenant le concept de la mine. L'aménagement, qui sera opérationnel fin 2023, prend en compte l'espace naturel existant sans le dénaturer.



Aménagement du pôle d'échange multimodal de Lons-le-Saunier

Jura (39)

TERRITOIRE DE BELFORT

Ces travaux visent à organiser les nombreux modes de transports qui se retrouvent à la gare de Lons-le-Saunier. Parmi les travaux prévus : aménagement du parvis de la gare et de la zone de dépose, refonte de la gare routière, prolongement du souterrain. Les élus régionaux ont attribué une subvention de 485590 € dans le cadre du Plan d'accélération de l'investissement régional.

MA RÉCION EST LÀ!

AUTOMNE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION : Séphora Grisey

RÉDACTION : Marion Arnal, Christophe Bidal, Claire Colin, Léopoldine Deriot, Xavier Ducordeaux

CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE :

Agence Dartagnar

PHOTO DE COUVERTURE : Clément Barré

PHOTOS: Christophe Bidal, David Cesbron, Léopoldine Deriot, Xavier Ducordeaux, DR, Michel Joly, mimagephotos,

Vitalii Matokha

IMPRESSION: Roto France

MAGAZINE IMPRIMÉ EN FRANCE SUR PAPIER PEFC

Direction de la communication et des relations avec les citoyens

4, square Castan - CS 51857 25031 Besancon Cedex Tél. 03 81 61 61 20 www.bourgognefranchecomte.fr

ABONNEZ-VOUS À LA NEWSLETTER DE LA RÉGION!

Vous souhaitez être informé régulièrement des actions conduites par la Région Bourgogne-Franche-Comté? Inscrivez-vous à notre newsletter et vous recevrez ces informations directement dans votre boîte mail!

Rendez-vous sur le site www.bourgognefranchecomte.fr/ newsletter



Toutes les informations sur bourgognefranchecomte.fr



- ► La Région aide les entreprises, les associations, les collectivités et les particuliers.
- ▶ Voici quelques exemples dans toute la Bourgogne-Franche-Comté.



TRIBUNES

Parti communiste

Pour le pouvoir d'achat

Avec la hausse des prix de l'énergie, de l'alimentation, des loyers et le blocage salarial depuis de trop longues années, le pouvoir d'achat des Français est fortement touché. Cette situation met un grand nombre de nos concitovens dans des situations très difficiles. Cette inflation a aussi pour conséquence une augmentation des dépenses de fonctionnement des services publics des Régions. Pourtant, au niveau national, des mesures peuvent être prises notamment pour réguler le prix de l'énergie, augmenter les pensions et tous les salaires au niveau de l'inflation (estimée à + de

6 % au mois de juillet) et créer un fonds de financement des services publics pour permettre aux Régions de développer leur service public (TER, restauration scolaire...) ainsi que d'abaisser les tarifs. Les élus communistes et républicains proposent d'autres critères d'utilisation de la richesse produite, orientés vers la formation, l'emploi, le développement des services publics, véritables leviers d'une relance économique respectueuse des hommes, des femmes et de la planète ■

Contact: Muriel TERNANT, Présidente de groupe - muriel.ternant.elue@bourgognefranchecomte.fr

Rassemblement National

Face à la crise de l'énergie, mettons fin à l'arnaque « verte »

En hausse continue avec Emmanuel Macron, l'inflation est le résultat d'une politique de l'énergie désastreuse menée depuis plus de 20 ans. Après des décennies d'indépendance grâce à l'énergie nucléaire, la gauche au pouvoir a décidé de tuer cet atout industriel majeur. Souvenons-nous de Dominique VOYNET, ministre écologiste, vantant dans Libération le charbon face au nucléaire.

Depuis 1998, les gouvernements PS, UMP et LREM se sont succédé sans jamais remettre un instant en question les diktats imposés par les Verts qui siègent aujourd'hui dans la majorité régionale après avoir passé les 10 dernières années au pouvoir. Le résultat? Un seul projet de réacteur en 20 ans, la fermeture de Fessenheim, des milliers d'éoliennes et 14 autres réacteurs à fermer d'ici 2030 sur lesquels Emmanuel Macron n'est toujours pas revenu malgré ses promesses à la veille des élections.

Les Français, eux, vont devoir payer l'addition! Le gouvernement laisse même des fournisseurs dits « verts » spéculer et gagner de

l'argent sur leur dos et celui d'EDF sans produire d'électricité.

Avec une énergie à 80 % nucléaire et bas carbone, la transition énergétique française est en partie terminée. Mais plutôt que de se concentrer sur de véritables politiques écologiques comme la relocalisation, l'électrification et le localisme, le choix a été fait de sortir la France du nucléaire, seule énergie propre, au profit des éoliennes et du gaz.

Pour le Rassemblement National, sauver le portefeuille des Français et éviter pénuries et rationnement passe par un changement de politique en rouvrant Fessenheim et en relançant le nucléaire civil, garant de notre compétitivité et de notre indépendance. Une vraie politique écologique ne peut pas se réduire à des dogmes imposés par l'extrême-gauche mais doit se tourner vers la décarbonation de notre économie sans sacrifier le niveau de vie et le travail des Français.

Contact: Julien ODOUL, Président du groupe Rassemblement National – julien.odoul.elu@bourgognefranchecomte.fr

Croupe des élus républicains et du centre

Il n'est plus temps de tergiverser!

La Présidente de Région vient de faire sa rentrée en annonçant qu'il fallait trouver 80 millions d'euros de plus sur le budget 2022.

Loin de nous l'idée de l'accabler sur le contexte international dont elle n'est pas responsable. Mais la conduite de la politique budgétaire de la Région est sa responsabilité et force est de constater que nous sommes au bord du gouffre.

C'est une politique de cigale qui fut menée : c'était l'été, on dansait, on chantait, on trouvait des millions, on refusait toute perspective d'économies de fonctionnement, ça allait bien se passer, on avait

Mais l'hiver arrive violemment et la cigale se rend compte que la fourmi avait raison : il fallait faire des économies de fonctionnement et préserver l'argent du contribuable.

Nous l'avons dit et redit. Mais, dans les rangs de la majorité, on nous riait au nez en prétendant que toute recherche d'économies était vaine. Or, il n'est plus de temps de tergiverser! Face à la flambée des prix de l'énergie et des matières premières, nous devons protéger les Bourguignons et les Francs-Comtois d'une gestion budgétaire calamiteuse.

Le Conseil régional doit se recentrer sur ses compétences premières et soutenir plus que jamais le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Or, en juin dernier, la majorité a voté 5 % d'augmentation des prix dans les cantines des lycées, soit 1,7 million d'euros qui seront ponctionnés en plus sur les habitants de Bourgogne et de Franche-Comté! C'est tout le contraire d'un bouclier protecteur.

Nous appelons solennellement la présidente et sa majorité à se recentrer sur les compétences premières de la Région, à réduire les budgets où nous exerçons des compétences annexes et à revoir à la baisse les prévisions de recrutements.

Notre groupe de la Droite, le Centre et les Écologistes Indépendants sera au rendez-vous afin de protéger les Bourguignons et les Francs-Comtois et proposer sans cesse des solutions qui les épargnent

Contact: Gilles PLATRET, Président de groupe des élus républicains et du centre - gilles.platret.elu@bourgognefranchecomte.fr

Élus progressistes

Une relation adulte avec l'État

L'heure n'est plus à l'opposition frontale avec le pouvoir central. L'heure est aux choix politiques pour affronter un contexte national préoccupant, assombri par une crise énergétique inédite. Notre Région doit prendre toute sa part dans la réponse aux enjeux : plein emploi, transition écologique, mobilités, réindustrialisation. Ce rôle ne se conçoit que dans le cadre d'un partenariat fort avec l'État, au service de l'égalité des territoires et dans le respect de la décentralisation. Le Gouvernement répond présent et la Première ministre a proposé un partenariat régulier lors du récent Congrès des Régions de France. Le programme de ce partenariat est pertinent : concertation, travail

Contact: Denis THURIOT, pour le groupe des Élus Progressistes

partagé, différenciation pour tenir compte de nos spécificités territoriales, lisibilité financière avec un pacte pluriannuel à construire. C'est la reconnaissance du rôle déterminant des Conseils régionaux pour relever les défis auxquels la France est confrontée.

Alors évitons les postures politiciennes et rappelons tout de même que les Régions sont les collectivités qui ont le mieux résisté face à la crise grâce au soutien du Gouvernement et à la bonne gestion des élus. Accordons donc notre confiance à l'État partenaire et saisissons la main tendue pour relancer la décentralisation. Entrons dans une relation adulte avec l'État

Majorité

La Majorité régionale n'a pas attendu le pire pour engager les transitions nécessaires

Nous connaissons depuis quelques mois une nouvelle forme de crise et les inquiétudes de la population sont fortes tant sur le pouvoir d'achat que sur un hiver qui sera marqué par les tensions dans le domaine de l'énergie. Nous venons également de traverser un été caniculaire marqué par la pénurie d'eau et les incendies. Des décisions courageuses s'imposent donc. Notre majorité ne s'y soustraira pas et notre stratégie de mandat est déjà en phase avec ces grands sujets. C'est le modèle de développement néolibéral qui est de nouveau interrogé. Un modèle déjà mis à mal au moment de la crise sanitaire. C'est donc une logique différente que nous devons maintenant conduire, plus respectueuse de notre environnement, plus locale sur nos manières de produire. Cette logique nouvelle a été affichée par les trois priorités de notre budget : l'emploi, la transition énergétique et la fraternité.

La hausse des coûts des matières premières et de l'énergie percute nombre de nos compétences. La Région devra s'adapter mais dans une telle période, nous devons faire jouer au maximum nos dispositifs d'amortissement social afin de préserver au mieux les plus fragiles. La Région utilisera les leviers dont elle dispose pour contribuer à cet effort de solidarité.

Face aux conséquences du changement climatique, le pouvoir d'achat est au cœur des débats. Notre majorité a donc décidé d'étendre son aide sociale à la restauration et à l'hébergement dans les lycées et de maintenir toutes les aides aux lycéens. Le ticket mobilité permet

également d'atténuer les conséquences de la hausse des énergies. Nous devons adapter notre modèle à la rareté et se séparer du fossile Nous devons centrer nos efforts en intensifiant la transition écologique, par la sobriété, par la souveraineté, par l'éco-conditionnalité. Ce conditionnement des aides de la région à la construction de bâtiments qui consomment moins d'énergie a été fortement décrié par nos oppositions mais ici comme sur d'autres sujets, ces mesures s'imposent désormais. C'est aussi l'objectif des plans de solarisation et de rénovation énergétique des lycées ou de la lutte contre les îlots de chaleur en ville.

L'enjeu de l'eau est tout aussi essentiel pour notre région. Nous devons l'économiser, récupérer l'eau de pluie, recycler les eaux usées, la partager entre les différents usages. Nous œuvrerons pour atténuer les conflits autour de son utilisation. Les agriculteurs sont directement concernés et nous travaillons avec eux pour développer des solutions. Notre région est également une très grande région forestière et les forêts souffrent des sécheresses à répétition alors qu'elles sont notre plus important réservoir de biodiversité. Nous devons aider aux mélanges d'essences pour plus de résistance et la région en chef de file de la transition doit favoriser l'apprentissage des cultures des risques climatiques pour, ici comme ailleurs anticiper, et prévenir.

Notre Région par Cœur, c'est l'engagement d'une région qui répond à l'urgence écologique ■

Contact: Jérôme DURAIN, Président de groupe - jerome.durain.elu@bourgognefranchecomte.fr

Europe Écologie Les Verts - Génération Écologie - Cap21

Retrouver l'essentiel

Le triste spectacle de nos forêts en feu, de nos rivières à sec et la menace d'une pénurie d'énergie augurent d'une France et d'une planète invivables et nous obligent à changer nos modes de vie et de consommation. Alors que le climat s'emballe, l'enjeu essentiel est, désormais, pour vivre dans un monde habitable, de changer de trajectoire.

Une vie sereine et prospère reste possible. Alors que les sociétés de l'ultraconsumérisme et de la production à tout prix détruisent les conditions de notre vie sur Terre, il faut dès aujourd'hui se battre pour satisfaire les besoins fondamentaux de tou·te·s : vivre dans des logements protégeant des amplitudes thermiques ; manger sainement à coût accessible des produits cultivés localement par

des paysans préservant les paysages et la biodiversité; se déplacer écologiquement vers des services et des équipements situés à proximité; boire une eau et respirer un air de qualité pour éviter les maladies chroniques; exercer un métier donnant du sens à ce que l'on fait, pou r soi et le vivant en général.

Ceci doit être notre horizon commun!

Nous le savons, les Comtois.es et les Bourguignon.ne.s sont prêt·es. Au quotidien, vous êtes nombreux·ses à agir et à avoir conscience de l'urgence. Parce que les petits gestes individuels ne suffisent plus, les écologistes sont là pour opérer avec vous les ruptures vers une société écologique ■



REGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE

Ma Région | avancer, partager



jveuxdulocalbfc.fr

J'aime mes producteurs, j'aime leurs produits